

Enlèvement d'enfant

Amine Yarichene finalement retrouvé

Page 24



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3707 - Mardi 3 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Téléphonie mobile

Mobilis a investi plus de 20 milliards de DA à fin septembre

Page 5

Bloqué suite au rejet du projet d'accord onusien

Alger tente de sauver le dialogue inter-libyen

Page 3

**Ould Kablia
acteur
et historien**

Par Mohamed Habili

La personne ayant pris part à une histoire passée et qui, de plus, reste peu ou prou impliquée dans l'histoire en train de se faire, prolongement de la première, ne sera jamais crédible en tant qu'historien. Tout ce qu'il pourra dire ou écrire à ce sujet sera considéré non seulement comme une tentative d'autojustification, quand ce n'est pas d'auto-glorification, de son propre parcours et de ses propres choix passés et présents, mais comme une falsification des faits rapportés, et en premier lieu par tous ceux qui sont en désaccord avec lui dans le présent. Les déclarations de l'ex-ministre de l'Intérieur, qui plus est président de l'association des anciens du MALG, relatives à l'assassinat de Abane Ramdane, ont probablement satisfait ceux qui pensent comme lui sur ce point d'histoire, mais ont sûrement choqué ceux qui professent un autre avis et sur la personne de Abane Ramdane et sur son rôle dans la révolution. Mais autant lui-même n'a droit dans le meilleur des cas qu'au scepticisme d'autrui, autant ses détracteurs suscitent de la méfiance en se posant comme les détenteurs sous ce rapport d'une vérité indiscutable. Eux-mêmes en effet sont trop engagés dans le combat politique actuel pour prétendre à la véracité, ou même seulement à la probité intellectuelle.

Suite en page 3

Le premier prestataire est né Top départ pour les soins à domicile



Ph. E. Soraya/J. A.



La santé à domicile amorce en Algérie un virage important. Après quelques initiatives de soins palliatifs endigués par les hôpitaux, l'idée s'est élargie au privé. En effet, le premier prestataire de soins à domicile, la société Médical Knowledge & Products MK&P, composée d'une équipe de professionnels expérimentés, a été mise sur pied.

Lire page 2

Boudjemaâ Talai, ministre des Transports, l'a affirmé hier à Béjaïa
«Le tracé va être changé et le dédoublement de la voie ferrée sera relancé»

Page 3

Le chanteur Idir prépare un nouvel album pour le 20 avril 2016
Plusieurs chanteurs étrangers participeront, dont Charles Aznavour

Page 13

Colère citoyenne à Amizour et Akbou Route et édifices publics fermés

LES HABITANTS du domaine Hocine Moustache (village agricole) dans la municipalité d'Amizour ont investi hier matin la rue pour exiger la fermeture d'une décharge publique jouxtant leurs habitations. Pour ce faire, ils ont barricadé le chemin de wilaya N°21 reliant la commune d'Amizour à celle d'El Kseur. Cette action a provoqué de grands désagréments aux usagers de la route à cause du bouchon qui s'est vite formé sur plusieurs centaines de mètres. Les mécontents ont justifié leur action par les odeurs nauséabondes et insupportables que dégage la décharge et cela génère une grave pollution de l'air ce qui se répercute sur leur santé et celle de leurs enfants. La goutte qui a fait déborder le vase chez ces derniers c'est, en fait, l'autorisation accordée récemment à un industriel pour le dépôt des déchets et rejets industriels dans cette décharge. «Nous avons fermé la décharge communale car elle est devenue une source de maladies pour nous et nos enfants et aussi pour exprimer notre mécontentement et colère à l'autorisation accordée à un grand pollueur de la région, à savoir un industriel, pour y jeter ses déchets industriels et toxiques», déclarent les manifestants. A noter que cette action a abouti à une réunion entre une délégation des protestataires, l'APC et le chef de daïra, afin de trouver une solution rapide à ce problème et débloquent la route. La réunion a enfin abouti à un accord qui a permis de convaincre les protestataires de rouvrir la route après plusieurs heures de fermeture et il concerne «la délocalisation de la décharge». Pour rappel, l'APC avait récemment interdit l'incinération des déchets pour mettre fin à la fumée qui incommodait les habitants. Hier également, le comité des notables des communes et villages d'Ighram et d'Akbou a fermé les sièges des APC de ces deux localités et le siège de la daïra d'Akbou pour protester contre un certain nombre de choses. Une plateforme de revendications comprenant 25 points avait été remise aux autorités locales il y a six mois, mais «elle n'est toujours pas satisfaite». Hier, les mécontents sont revenus à la charge en mobilisant des dizaines de citoyens et ont remis la même plateforme en avant. Parmi les points essentiels, «la fin du braquage du foncier de la commune». Les protestataires exigent également que les autorités locales cessent de délivrer à tort et à travers des permis de construire sur les terres de leurs ancêtres. Ils exigent qu'ils soient indemnisés pour toute construction qui ne représente pas un projet d'utilité publique. Ils demandent également le drainage de l'oued Ilouloua qui menace, chaque année un peu plus, leurs terres agricoles et leurs biens en général, le renforcement de la sécurité dans les deux communes par la lutte contre les fléaux sociaux et la réhabilitation des marchés de gros de fruits et légumes et de véhicules, leur salubrité et leur clôture. Selon M. Amri, «la route du marché doit être libérée à la circulation et il faut mettre fin à l'anarchie, au squat des trottoirs, etc.». Il a rappelé que «cette plateforme de revendications avait été remise le 22 mars dernier aux autorités locales qui n'ont rien fait à ce jour».

Hocine Cherfa

Le premier prestataire est né

Top départ pour les soins à domicile

■ La santé à domicile amorce en Algérie un virage important. Après quelques initiatives de soins palliatifs endigués par les hôpitaux, l'idée s'est élargie au privé. En effet, le premier prestataire de soins à domicile, la société Médical Knowledge & Products MK&P, composée d'une équipe de professionnels expérimentés, a été mise sur pied.



Ph/E. Soraya/J. A.

Par Louiza Ait Ramdane

Les prestataires de santé à domicile (PSAD) sont aujourd'hui un acteur essentiel de la chaîne de soins. Après la réussite des initiatives lancées par les hôpitaux publics, un premier prestataire de santé à domicile vient de voir le jour.

Il s'agit d'une équipe de professionnels expérimentés qui s'engage à prendre en charge d'une manière efficace et réelle le malade qui la sollicite. Ainsi, cette équipe est composée d'infirmières, diététiciens, aides-soignants, kinésithérapeutes qualifiés, formés à la pratique des soins à domicile et à l'utilisation des dispositifs médicaux les plus modernes. Ils dispensent en toute sécurité des soins de qualité suivant des protocoles préétablis et validés par les centres hospitaliers. MK&P est équipé de logiciels permettant une traçabili-

té totale des soins, des traitements, de l'entretien du matériel et du dossier patient. Ces données sont consultables à tout instant par les médecins prescripteurs. Un cahier de liaison est complété quotidiennement par nos infirmières au domicile du patient.

Selon Chelda Sonia, cogérante de la société, ce projet est parti d'une idée, d'un constat et surtout d'un besoin d'aide aux personnes malades. «Notre objectif est de réaliser dans notre pays ce que les autres ont réussi à réaliser ailleurs», a-t-elle souligné. «L'idée est née et structurée. Actuellement, nous sommes en phase de formation de nos agents», a expliqué pour sa part le DG de la société, Zaim Boukanana, précisant que l'objectif de son grand projet est d'élargir ses services au niveau national, notamment dans le Grand Sud. Si l'hospitalisation à

domicile est un moyen de répondre aux besoins de malades en phase terminale, mais pas seulement pour leur accompagnement, avec des soins palliatifs ou de réadaptations, c'est aussi un moyen de réduire les coûts d'hospitalisation de manière générale, ajoute-t-il.

De plus, explique l'intervenant, dans un contexte économique difficile, les soins à domicile sont moins coûteux que l'hospitalisation conventionnelle et sont donc une des solutions pour l'Etat à la maîtrise des dépenses de santé, indique-t-il, précisant que les soins à domicile sont entre 40 et 50% moins chers qu'une autre institution de santé. Alternative à l'hospitalisation ou au placement en institution spécialisée, la prise en charge des soins à domicile est aujourd'hui effective pour un nombre croissant de pathologies

comme les cancers, les maladies respiratoires, le diabète. En Algérie, quelques établissements hospitaliers et structures privées s'organisent pour proposer les premières places d'hospitalisation à domicile (HAD) et assurent les premières prises en charge médico-sociales à domicile notamment du cancer. Parallèlement, l'activité libérale des soins à domicile est réglementée par l'arrêté ministériel 101 du 15 septembre 2015. L'objectif fixé par le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, qui a relancé l'hospitalisation à domicile, est d'alléger, à travers ce nouveau système, «la charge sur les services des urgences et de réanimation». Avec le lancement d'un tel système, le ministère de la Santé espère remédier au cruel problème du manque de lits pour accueillir les patients dans les hôpitaux publics.

L. A. R.

Grand Sud

Des mesures urgentes contre le paludisme

Des mesures sont à mettre en œuvre «sans plus tarder» pour circonscrire la maladie du paludisme à Ouargla où ont été dénombrés dernièrement 11 cas «importés», a recommandé, hier, la présidente de la commission dépêchée à Ouargla par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière pour y mener une enquête épidémiologique et entomologique. Les 11 cas de paludisme décelés jusqu'ici sont «importés» et les résultats des analyses effectuées au niveau des lacs et points d'eaux stagnantes, dans les zones concernées, ont confirmé l'existence, près des habitations, de larves de moustiques vecteurs de cette pathologie dans les localités de Bamendil et Ain El-Beida, a indiqué à l'APS la présidente de la commission, Karima Naâmani, chargée du programme national de la lutte contre le paludisme à la direction de la prévention et de la promotion de la santé au ministère. Un des cas s'est entièrement rétabli de la maladie et a quitté l'hôpital, et les dix autres cas atteints de la maladie, dont six enfants âgés entre 22 mois et 9 ans

et deux femmes enceintes, sont encore hospitalisés à l'Établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf à Ouargla, a affirmé M^{me} Naâmani. Un des cas malades est maintenu en soins intensifs, alors que pour les neuf autres leur état est «stable» et s'améliore progressivement, et pourront quitter l'établissement hospitalier dans les «tout prochains jours», a-t-elle précisé. La même responsable a appelé à un déploiement de davantage d'efforts et à une coordination entre les différents acteurs, autorités locales, services de santé et société civile, pour impliquer l'ensemble dans cette opération visant à circonscrire et freiner la propagation de la maladie. Le rôle du citoyen et sa contribution positive dans la mise en œuvre des mesures urgentes allant dans ce sens sont mis en exergue, notamment en matière de déblaiement et de nettoyage des lacs et zones marécageuses, premiers foyers de prolifération du moustique vecteur de la maladie (anophèle), l'organisation de campagnes d'hygiène, l'aménagement du cadre urbain et la signalisation rapide d'éventuels cas pré-

sentant des symptômes de cette maladie. Par souci de circonscrire le paludisme et lutter contre sa propagation, les services de la santé de la wilaya de Ouargla mènent actuellement, en coordination avec les autorités locales, une campagne d'envergure visant l'élimination des foyers de l'insecte vecteur de la pathologie, par le déblaiement des points d'eaux stagnantes, le traitement par insecticide à l'intérieur et l'extérieur des habitations et l'ensemencement des drains et points d'eau en poissons de l'espèce «Gambusia». Une étude épidémiologique susceptible de déterminer le mouvement des moustiques vecteurs de la maladie est également lancée, a fait savoir M^{me} Naâmani, avant de souligner que «la transmission de cette maladie s'effectue du moustique à l'homme et non pas d'une personne à une autre». Composée d'épidémiologistes et d'entomologistes de l'Institut national de la santé publique, la commission ministérielle avait entamé vendredi son enquête sur l'apparition de la maladie du paludisme dans la wilaya de Ouargla.

Fatah B./APS

Bloqué suite au rejet du projet d'accord onusien

Alger tente de sauver le dialogue inter-libyen

■ Face à une Libye plongée dans le chaos depuis le renversement en 2011 par l'OTAN du régime de Kaddafi, qui a laissé place à des hostilités dirigées par l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique et un dialogue inter-lybien qui piétine, Alger réitère l'urgence d'un règlement politique de cette crise.

Ph/D. R.



Sameh Choukry



Abdelkader Messahel



Paolo Gentiloni

Par Nacera Chennafi

Le ministre des Affaires étrangères maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a présidé, hier à Alger, une réunion tripartite ministérielle regroupant l'Algérie, l'Egypte et l'Italie, représentées respectivement par le MAE d'Egypte, Sameh Choukry, et le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni.

Dans ce cadre, les ministres ont examiné la situation en Libye et les moyens susceptibles de hâter et faire aboutir le processus de dialogue national inter-lybien conduit par les Nations unies pour la mise en place d'un gouvernement de large union nationale dans le cadre de la solution politique à la crise que connaît le pays.

Il est attendu également que les trois responsables procéderont à «l'évaluation des implications de l'instabilité politique et sécuritaire dans ce pays sur son voisinage et dans la région en général». Dans une allocution prononcée à l'occasion, Messahel a estimé que le projet d'accord politique onusien pour le règlement de la crise libyenne est «suffisamment consensuel» pour une initiative susceptible de

gérer la transition, et «rassurant» pour l'Algérie.

Il a exprimé la «grande satisfaction» de l'Algérie quant à l'aboutissement par les Nations unies à un projet d'accord politique après une année de négociations.

L'Algérie a appelé à travers son ministre les parties libyennes à «placer l'intérêt du peuple libyen au dessus de toute considération», de manière à «réaliser les aspirations du peuple libyen à une vie digne, à la paix et à la quiétude». Le ministre, qui a évoqué la préoccupation des trois pays quant à la situation en Libye et celle des pays voisins du bassin méditerranéen et du Sahel, a réaffirmé l'urgence d'un règlement politique mettant fin à la crise libyenne et à même de préserver la sécurité et la souveraineté de ce pays. «Aujourd'hui et au vu de l'ampleur et de la gravité des défis sécuritaires qui se posent à la Libye, notamment ceux liés au terrorisme et à la criminalité, il est impératif de parvenir à un consensus entre les partenaires libyens à même de préserver la Libye du chaos», a ajouté Messahel.

L'appel de l'Algérie intervient au moment où le dialogue inter-lybien est dans l'impasse, après

le rejet par le Parlement reconnu par la communauté internationale du plan de paix de l'ONU.

Le Parlement, connu sous le nom de Chambre des représentants et qui siège à Tobrouk, dans l'est de la Libye, a décidé le 20 octobre dernier de «rejeter les propositions (de l'ONU)», selon le parlementaire Ali Tekbali.

Le désaccord réside, selon quelques parlementaires libyens, surtout sur les noms des candidats au gouvernement d'union proposés par l'émissaire onusien Bernardino Leon.

Le blocage dans lequel est confronté le dialogue libyen, parainé par l'ONU, a fini par faire réagir les membres du Conseil de sécurité qui ont menacé de sanctionner les parties libyennes opposées à la liste fournie par l'émissaire onusien en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

De son côté, le MAE italien, Paolo Gentiloni, qui a jugé la réunion d'Alger de «décisive» a réitéré le soutien de son pays en faveur d'un accord politique devant aboutir à la constitution d'un gouvernement d'union nationale en Libye «de manière à contribuer à instaurer la paix et la sécurité dans la région et en Méditerranée». Il a estimé que «la décision d'aller vers un gou-

vernement d'union nationale est entre les mains du peuple libyen et de ses institutions», mettant l'accent sur «le respect de la souveraineté de la Libye».

Pour le MAE égyptien, Sameh Choukry, le projet d'accord onusien pour un règlement de la crise en Libye constituait «un cadre fédérateur qui sert l'intérêt du peuple libyen» face aux défis qui se posent au pays. Il a estimé que le peuple libyen est seul à même de décider de son sort dans un cadre qui garantit la sécurité et la stabilité de la Libye et préserve son intégrité territoriale.

Pour rappel, l'Algérie et l'Egypte entretiennent des concertations dans le cadre du groupe des pays voisins de la Libye, créé à Alger en 2014 à l'initiative de l'Algérie et regroupant également la Libye, la Tunisie, le Soudan, le Tchad et le Niger. Ce groupe œuvre à trouver une solution politique à la crise libyenne dans le cadre d'un dialogue inclusif.

Aujourd'hui, la violence prend du terrain en Libye et les pays voisins, dont l'Algérie, savent très bien qu'il faut que la Libye retrouve sa stabilité, car celle-ci est fondamentale pour la stabilité de toute la région.

N. C.

Boudjemaâ Talai, ministre des Transports, l'a affirmé hier à Béjaïa

«Le tracé va être changé et le dédoublement de la voie ferrée sera relancé»

Le ministre des Transports, Boudjemaâ Talai, a annoncé, hier, que le projet de dédoublement de la voie ferrée reliant la ville de Béjaïa à localité de Béni Mansour sur 87 km sera officiellement relancé après un blocage de plusieurs mois. Pour ce faire, une réunion devrait avoir lieu aujourd'hui entre les différents acteurs impliqués (Anserif, direction des transports, etc.) afin d'étudier tous les problèmes posés et ceux à l'origine du blocage sur 30% de ce projet, notamment par les habitants de la vallée de la Soummam et d'autres difficultés techniques. «Nous

attendons les propositions qui sortiront de la réunion d'aujourd'hui avec le wali et nous allons les étudier et prendre ensuite une décision pour relancer le projet», a déclaré le ministre hier. Et d'ajouter : «Il faut que ce projet redémarre, sachant que les travaux ont déjà commencé et un accord a été signé avec Cosider et d'autres entreprises avant que le chantier ne soit suspendu». M. Talai, précise, par la suite, qu'«il y a 30 km du projet où le maître d'ouvrage est confronté à des difficultés techniques et oppositions». Pour le premier responsable des transports du pays,

«les indemnisations vont être réétudiées et ce projet revêt un caractère important pour la région sur le plan socio-économique». De ce fait, il a lancé un appel au mouvement associatif de la wilaya et la société civile afin de s'impliquer pour sa concrétisation par la sensibilisation des citoyens sur son importance. Le ministre dira également que «le tracé va être changé pour débloquer la situation, si nécessaire». Il a annoncé l'inauguration de la nouvelle gare maritime «avant la fin du mois de juin 2016».

Hocine Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

Ould Kablia acteur et historien

Suite de la page une

Cela dit, Abane Ramdane a été liquidé par certains de ses compagnons d'armes, peut-être au nom de tous, mais qui cependant n'ont pas estimé devoir justifier leur acte, ni aux yeux de leur génération ni des suivantes. Le fait est qu'ils n'ont pas agi en l'espèce comme des gens qui avaient le droit de leur côté. Mais en cette affaire comme en d'autres, la vérité ne gît pas quelque part dans le passé, où il suffirait d'aller la chercher, mais dans l'avenir. Si demain, ce sont les adversaires de Ould Kablia qui arrivent au pouvoir, nul doute qu'ils convoqueront eux aussi le passé et qu'ils le feront dire le contraire de ce que lui-même vient de dire. Ce n'est pas le passé qui éclaire le présent et l'avenir, c'est l'avenir qui décide de l'un comme de l'autre. Si dans cette hypothèse, il est vrai extrême, du moins à l'aune du présent, l'historien sur le tard se trouve encore au nombre des vivants, le risque sera grand pour lui de devoir rendre compte de ce qu'il vient de dire. Abane Ramdane, mais c'est aussi vrai de certains autres, en tant que personnage historique, n'est pas un homme du passé. Des gens se réclament aujourd'hui de lui, qui entendent lui rendre justice. Pourtant, ce n'est pas là le véritable message de l'entretien donné par Ould Kablia à l'occasion du 1^{er} novembre. Son propos, ce n'était pas la justification de la liquidation de Abane Ramdane, un sujet qu'il n'aurait pas abordé de lui-même, mais d'établir un parallèle entre la mise à la retraite récente du général Médiène et le retrait plus ou moins volontaire opéré en son temps par le premier chef des services secrets algériens, A. Boussouf. Ould Kablia voulait faire comprendre à l'opinion qu'à plusieurs décennies de distance, il est arrivé la même chose aux deux hommes. Ils ont fait des présidents qui ont fini par les écarter. Le ressort n'en est pas tant la trahison que l'ingratitude des hommes. Ni Boumédiène, laisse-t-il entendre, ni Chadli, ni Bouteflika, n'ont accepté l'idée de devoir le pouvoir suprême, à Boussouf pour le premier, à Merbah pour le deuxième, à Médiène pour le troisième. Trois hommes ont détenu tour à tour le pouvoir réel, suggère-t-il, mais au lieu de le faire institutionnaliser, de l'exercer devant Dieu et les hommes, ils l'ont remis à d'autres qui depuis le début ont détesté l'idée de leur en être redevable. Ould Kablia n'incrimine rien, sinon la pouilleuse nature humaine. Mais il cache à peine qu'il aurait préféré et de loin que ces trois hommes gardent le pouvoir pour eux-mêmes au lieu de le donner à des ingrats.

M. H.

Micro-entreprises

Création de projets culturels, un des objectifs de l'Ansej

DÉVELOPPER l'approche économique auprès des jeunes dans la création des projets liés au domaine de la culture figure parmi les objectifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), a indiqué hier à Constantine son directeur général, Mourad Zemali. Des fiches techniques pour 26 activités liées au domaine culturel ont été validées par les services à compétences dans le cadre de la convention signée entre le ministère de Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale et l'Ansej, a précisé à l'APS M. Zemali, en marge de l'ouverture d'un Salon national de la micro-entreprise intervenant dans le domaine culturel. Il a expliqué que «des codes commerciaux ont été attribués à ces activités au niveau des services du registre du commerce» pour faciliter aux jeunes «la création d'un projet culturel rentable». Le responsable de l'Ansej a précisé que l'opération de «recensement» des projets culturels que l'Ansej pourrait financer «se poursuit» pour cibler toutes les idées de projets culturels. Affirmant que l'Ansej demeure «un dispositif au service du développement local», il a signalé que de jeunes universitaires et diplômés des établissements de formation professionnelle sont ciblés par des campagnes de sensibilisation «autour d'idées émergentes, telles que la communication ou la production audiovisuelle ou artistique». Il a ajouté qu'un accompagnement «personnalisé» des jeunes porteurs de projets est assuré, dans ce contexte, par l'Ansej, soulignant le rôle «leader» de la wilaya de Constantine dans l'encouragement à la création des projets culturels financés par l'Ansej. Sous le slogan «la micro-entreprise, moyen de développement et de relance culturelle», le Salon national de la micro-entreprise intervenant dans le domaine culturel organisé par l'Ansej sous l'égide des ministères du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Culture, réunit 60 exposants spécialisés dans les métiers et les activités culturelles, dont 16 de Constantine. Offrant l'opportunité de rencontre et d'échange entre les jeunes bénéficiaires des dispositifs publics d'appui à la création d'activités, le salon connaît un engouement dès l'ouverture. Des apprenants des centres de formation professionnelle, tout comme des étudiants de l'École des beaux-arts de Constantine constituent ses premiers visiteurs. Le Salon national de la micro-entreprise intervenant dans le domaine culturel qui se poursuivra jusqu'au 7 novembre en cours, prévoit également des conférences et des tables rondes thématiques devant aborder, entre autres, l'entrepreneuriat, l'investissement et la professionnalisation de l'offre de la formation universitaire.

APS

Le président Hollande :

L'Algérie et la France unies par des liens «exceptionnels» et «uniques»

■ Le président français, François Hollande, a affirmé dimanche que l'Algérie et la France étaient unies par des liens «exceptionnels» et «uniques», appelant au maintien des relations bilatérales «au niveau historique de confiance, de concertation et de dialogue qu'elles ont atteint».

Par Ahlam Y.

«L'Algérie et la France sont unies par des liens exceptionnels et uniques. Pour nos peuples, il est essentiel de maintenir nos relations au niveau historique de confiance, de concertation et de dialogue qu'elles ont atteint», a écrit le président Hollande dans un message adressé au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954. Le président français a relevé que «l'impulsion politique que nous avons donnée à travers la Déclaration d'Alger en décembre 2012 s'est traduite par de nombreuses réalisations, nous devons continuer à travailler ensemble avec le même niveau d'ambition». Tout en se réjouissant du fait que le partenariat franco-algérien «se renforce de manière continue depuis trois ans et qu'il se construit désormais sur de nouvelles voies dans le respect de notre histoire partagée», le président Hollande a rappelé qu'«après notre rencontre si importante à Alger, le 15 juin dernier, le Comité mixte économique du 26 octobre a constitué une preuve supplémentaire de la richesse et de l'efficacité du partenariat bilatéral». «Outre les



PIV/DK

réalisations concrètes en faveur du développement économique et de l'emploi entérinées à cette occasion, j'ai particulièrement apprécié mes échanges avec vos ministres, MM. Lamamra et Bouchouareb, que j'ai reçus au Palais de l'Élysée. Je ressens une volonté commune de faire toujours plus ensemble», a-t-il ajouté. Le président Hollande a estimé que le prochain Comité intergouvernemental de haut niveau, prévu en février 2016 en Algérie, offrira l'occasion «de donner corps à ce souhait partagé». «Je me félicite également que vous ayez décidé de demander à votre

Premier ministre de vous représenter pour l'ouverture de la Conférence de Paris sur le climat, le 30 novembre prochain», a-t-il poursuivi. Le président français a saisi l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 pour adresser ses «sincères et chaleureuses» félicitations au Président Bouteflika et ses vœux de bonheur et de prospérité au peuple algérien «ami» et rappeler la «profondeur et la force des liens d'amitié et de coopération» qui unissent les deux pays. «Je tiens à vous dire à nouveau toute l'importance que j'attache, à titre per-

sonnel et en tant que chef de l'Etat, à la qualité de cette relation singulière et au développement, dans tous les domaines, du partenariat d'exception que nous avons décidé de mettre en œuvre», a-t-il souligné. «En vous renouvelant, au nom de la France, tous mes vœux de paix et de prospérité pour l'Algérie, pour le peuple algérien et pour vous-même, je vous prie de croire, Monsieur le président, en l'expression de ma très haute considération et de mon très amical et fidèle souvenir», a conclu le président Hollande.

A. Y./APS

Emploi

Chômage et main-d'œuvre agricole qui se fait désirer...

En dépit de son statut de wilaya agricole par excellence conforté par sa deuxième place à l'échelle nationale en matière de production agricole, la wilaya de Ain Defla peine à trouver de la main-d'œuvre, ce qui pourrait, à moyen et à long terme, influencer négativement sur la marche du secteur, estiment des professionnels. Sur un total de 851 100 habitants que compte la wilaya, 86 000 personnes, soit un peu plus de 10% de la population, travaillent dans l'agriculture mais malgré cela le problème du manque de main-d'œuvre agricole continue à se poser avec acuité, tant les besoins exprimés demeurent loin d'être satisfaits en la matière. Si les anciens agriculteurs ne peuvent plus assurer leur mission convenablement, en raison du poids des années de labeur et leur âge avancé, les jeunes de la wilaya affichent une «désaffection quasi-totale» vis-à-vis de cette activité jugée pénible, ce qui explique, en grande partie, le déficit en matière de main-d'œuvre, a-t-on relevé. Pour le président de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa) de la wilaya de Ain Defla, Khaled Bendjeda, le problème du manque de main-d'œuvre agricole est notamment perceptible pendant l'opération de récolte de la pomme de terre. C'est grâce à «l'apport» des écoliers et des universitaires en vacances d'été que cette opération de récolte de saison est toujours «sauvée», avoue-t-il à l'APS, déplorant les difficultés énormes dans la récolte de ce tubercule en arrière-saison, en raison d'un «déficit criant» en main-d'œuvre.

Même avec 2 000 DA par jour et une durée de travail n'excédant pas 4 heures (de 7h à 11 h), le jeune refuse d'arracher la pomme de terre, prétextant des dures conditions de travail, déplore-t-il.

La formation comme solution-clé

Dans le but de réduire l'ampleur du manque de main-d'œuvre agricole, des conventions ont été signées entre la direction de l'Emploi et celles de l'Agriculture et la Formation professionnelle, en vue de former des jeunes dans des spécialités liées à l'agriculture, depuis novembre 2014. A la faveur de ces conventions, près de 580 jeunes ont été formés dont certains ont créé des entreprises dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi, notamment l'Ansej et la Cnac, mis en place par les pouvoirs publics, a révélé le directeur de l'emploi de la wilaya, Abdelkader Mekki. Selon d'autres professionnels, le futur centre de formation de Sidi Lakhdar, dédié entièrement à l'agriculture, contribuera de «manière tangible» à réduire le problème de manque de main-d'œuvre agricole. Ce centre, doté d'une capacité de 300 places pédagogiques, ouvrira ses portes en 2016, selon le directeur local du secteur. «Nous allons procéder, d'ores et déjà, au recrutement des enseignants et à doter le centre en équipements pédagogiques», a assuré Nouredine Douma, qui met en relief le rôle de cette future infrastructure dans la formation d'ouvriers spécialisés dans

divers domaines liés à l'agriculture. La réparation des machines agricoles, les cultures maraîchères, l'arboriculture, la production d'huile d'olive, la gestion des pépinières et des serres, constituent notamment les spécialités qui seront enseignées au niveau de ce centre, selon le DFP de Ain Defla, qui met l'accent sur la conjugaison des efforts de la société entière pour changer la vision envers les métiers liés à l'agriculture.

En quête d'une reconnaissance sociale

Nombre de personnes interrogées sur le sujet estiment que la désaffection des jeunes à opter pour l'agriculture s'explique, en grande partie, par la vision de la société envers ce secteur synonyme de «dur labeur» et de «travail archaïque réservé aux villageois», alors que pour d'autres cet état de fait est le résultat de la «fainéantise» de certains jeunes qui veulent gagner de l'argent sans travailler. «Pourtant, le retour au travail de la terre et à l'élevage notamment dans l'actuelle conjoncture économique caractérisée par la baisse des prix du pétrole permet de lutter contre la pauvreté, créer de la richesse ainsi que des postes d'emploi», observent-elles à l'unisson. Une plus grande «reconnaissance sociale» des activités agricoles est un élément fondamental à même de redorer le blason de ce domaine et le rendre plus attrayant aux yeux des jeunes, a-t-on soutenu.

Hanis B./APS

Téléphonie mobile

Mobilis a investi plus de 20 milliards de DA à fin septembre

■ Le P-DG de Mobilis, Saâd Damma, a exprimé sa satisfaction pour cette «performance» et souligné que cet investissement consenti «s'inscrit en droite ligne avec la politique de développement des TIC tracée par les pouvoirs publics». Les investissements «traduisent l'engagement de l'opérateur national à mettre à disposition des Algériens en général et des acteurs économiques en particulier les solutions technologiques les plus innovantes».

Saâd Damma, P-DG de Mobilis



Par Salem K.

L'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis a investi plus de 20,7 milliards de dinars durant les neuf premiers mois de l'année 2015, a-t-on appris hier auprès de l'opérateur. Mobilis demeure, grâce à cet investissement, «le premier investisseur pour le marché en Algérie», pour la troisième année consécutive, a-t-on ajouté de

même source. Cet investissement qui se matérialise par «une amélioration de plus en plus grandissante de la qualité de service, conforte l'opérateur dans ses choix stratégiques», s'est réjoui l'opérateur. Au 30 septembre 2015, les revenus de Mobilis enregistrent, quant à eux, une «forte progression» de plus de 16% par rapport à la même période de 2014, a-t-on ajouté de même source. L'ensemble des indicateurs financiers arrêtés à la

fin septembre dernier ont permis de dégager des soldes «positifs» avec un résultat brut d'exploitation de 24 milliards de DA et un résultat avant impôts de 9,9 milliards de DA, selon l'opérateur. Le nombre de clients a connu lui aussi une «forte progression», atteignant les 15,1 millions d'abonnés à fin septembre 2015. Le P-DG de Mobilis, Saâd Damma, a exprimé sa satisfaction pour cette «performance», et souligné que cet investissement

consenti «s'inscrit en droite ligne avec la politique de développement des TIC tracée par les pouvoirs publics». Les investissements «traduisent l'engagement de l'opérateur national à mettre à disposition des Algériens en général et des acteurs économiques en particulier les solutions technologiques les plus innovantes pour le soutien au développement d'une économie numérique», a-t-il indiqué. S. K./APS

Agriculture

Engouement local pour l'irrigation d'appoint

Un vif engouement pour l'irrigation d'appoint est relevé chez les agriculteurs de la wilaya d'Ain Témouchent au vu des résultats enregistrés en matière de production céréalière, a-t-on appris, hier, du directeur des services agricoles (DSA). Cette action concrète pour pallier le déficit pluviométrique, notamment durant les mois de mars et avril, une période-clé pour la croissance des épis de blé, attire de plus en plus de fellahs, a indiqué à l'APS Berkane Naimi, soulignant que même avec des pics de 651 millimètres la pluie est très importante pour ces deux mois. Ainsi, les deux coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) d'Ain Témouchent et de Hammam Bouhadjar ont reçu, cette année, pas moins de 60 demandes pour l'achat de 107 équipements d'irrigation dont les pivots et matériels d'aspersion. Les coopératives ont distribué, à ce jour, 83 équipements, a-t-on fait savoir. La superficie des céréales passera, au titre de la campagne labours-semailles 2015/2016, de 111 336 à 120 000 hectares. Cette irrigation d'appoint est encouragée par les pouvoirs

publics qui prennent en charge 50% du montant des équipements, alors que les céréaliers ne versent leurs dus qu'en différé, à savoir après les récoltes. Les fellahs ont de plus en plus tendance à s'équiper en matériels d'irrigation pour parer à tout stress hydrique, a-t-il dit, déclarant qu'«actuellement, nous disposons d'équipements pour irriguer 1 000 ha». Cet attrait a été également encouragé, non seulement par la relance, par le wali, des forages de puits pour l'irrigation agricole, mais aussi par les prix de vente de blé appliqués par l'Etat, surtout pour le blé dur. Cette année, les deux CCLS ont collecté pas moins de 1 031 432 qx sur une production globale de 2 407 846 qx, a affirmé le DSA, précisant qu'il s'agit principalement de blé dur, auquel s'ajoute 80 000 qx d'orge. C'est la production de 6 000 fellahs qui ont reçu, en contrepartie, un montant global de 4,50 milliards DA, a-t-il ajouté, rappelant qu'en 2013/2014 à peine la moitié a été collectée, soit 516 766 qx en raison, justement, du «stress hydrique» en plein mois de mars et d'avril. C'est la production de 6 000 fellahs

qui ont reçu en contrepartie un montant global de 4,50 milliards DA, a-t-il noté. Pour encourager davantage la production céréalière d'Ain Témouchent, une wilaya qui n'avait pas à proprement dit une vocation dans ce domaine, la DSA et la direction de l'hydraulique ont signé une convention de partenariat portant sur la réalisation, à l'horizon 2019, de 2 000 ha de périmètres irrigués. Pour ce faire, trois petits barrages d'irrigation, dont El Ghassoul et Oued Besbès, sont en cours de réalisation pour l'irrigation de 1 500 ha de céréales, a encore indiqué Berkane Naimi. Les 500 ha restants seront réalisés en parallèle. Pour cette année, la wilaya d'Ain Témouchent a réalisé un total de 300 ha de superficie irriguée sur un objectif de 700 ha, rappelle-t-on. La moyenne de production céréalière de la wilaya d'Ain Témouchent, entre 1998 et 2008, était d'à peine 932 274 qx dont 171 863 qx collectés, soit un rendement de 10 qx/ha pour une superficie de 94 060 ha.

Safy T.

Changes

L'euro en hausse face au dollar

L'EURO remontait légèrement face au dollar hier, dans un marché sans grand élan, les cambistes optant pour la prudence en l'absence d'éléments nouveaux leur permettant d'affiner leurs prévisions sur la politique monétaire américaine. La monnaie unique européenne valait 1,1024 dollar, contre 1,1003 dollar vendredi soir. L'euro montait également face à la monnaie japonaise, à 132,89 yens contre 132,77 yens vendredi soir. Le dollar baissait un peu face à la monnaie japonaise, à 120,56 yens contre 120,67 yens vendredi. «L'euro a quelque peu rebondi hier suite à des commentaires au cours du week-end du président de la BCE (Banque centrale européenne) Mario Draghi qui a déclaré dans un entretien à un journal italien que la question d'une extension de l'assouplissement de la politique monétaire de l'institution restait ouverte», commentait un analyste. L'euro était soutenu par ces propos car ils semblaient laisser entendre que l'extension des rachats d'actifs de la BCE n'était pas une certitude.

L'institution a engagé en mars un vaste programme de rachats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, qui a pour but de relancer l'inflation et de soutenir l'économie, mais a pour effet collatéral de diluer la valeur de la monnaie unique européenne. La perspective d'une extension de ce programme tend ainsi à l'estimer l'euro, tandis que tout signe sur le fait que la BCE pourrait ne pas avoir à agir donne un coup de pouce à la monnaie unique. Mais dans l'ensemble, les cambistes restaient prudents et focalisés sur les perspectives de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Une succession d'indicateurs publiés en fin de semaine aux Etats-Unis ont relancé les inquiétudes des investisseurs sur la santé de l'économie américaine, et donc sur la perspective d'une hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale, action qui rendrait le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif. Les chiffres publiés ont en effet signalé une décélération marquée des dépenses et revenus des ménages, une décélération de l'inflation, et un moral des ménages à peine en hausse en dépit du calme relatif revenu sur les marchés financiers. La livre britannique gagnait un peu de terrain face à la monnaie unique européenne, à 71,23 pence pour un euro, et montait plus franchement face au dollar, à 1,5476 dollar pour un livre. La devise suisse se stabilisait face à l'euro, à 1,0869 franc suisse pour un euro, et montait face au dollar, à 0,9859 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a terminé à 1 135,80 dollars au fixing du matin, contre 1 142,35 dollars vendredi soir.

Yanis B.

Ath Laâziz (Bouira)

Raccordement de plus 1 400 foyers au réseau de gaz naturel

■ *Quelque 1 400 foyers ont été raccordés dimanche au réseau de gaz naturel dans la commune d'Ath Laâziz, au nord du chef-lieu de la wilaya de Bouira.*

Par Kamel L./APS

Les 1 400 foyers alimentés en cette énergie représentent une vingtaine de petits villages disséminés aux alentours du chef-lieu de la commune d'Ath Laâziz, une région montagneuse à quelques dizaines de kilomètres au nord du chef-lieu de la wilaya de Bouira.

L'opération de mise en gaz a eu lieu lors d'une cérémonie présidée par le wali Nacer Maskri, en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya ainsi qu'un grand nombre de citoyens de cette municipalité.

Sur place, certains habitants ont interpellé le wali sur les problèmes dont ils souffrent, notamment la dégradation du chemin de wilaya N° 5 reliant le chef-lieu de commune à la ville de Bouira.

A ce propos, les responsables de la wilaya ont tenu à rassurer les citoyens quant à la prise en charge de cette doléance, dont un montant de plus de 70 millions de DA a été dégagé pour réhabiliter cette route, où

plusieurs glissements avaient été signalés l'hiver dernier.

Par ailleurs et toujours à l'occasion du 61^e anniversaire de la guerre de Libération nationale, les autorités locales de la wilaya ont organisé, dans la matinée, une cérémonie en l'honneur des athlètes de taekwondo et de karaté de la wilaya de Bouira, lors de laquelle elles ont remis des chèques de 50 000 dinars aux sportifs Merzouk Sofiane et 200 000 DA au karatéka Bouamria Abdelkrim, qui se sont illustrés lors des derniers Jeux africains.

... Ainsi qu'à Khelil (Bordj Bou-Arréridj)

Plusieurs localités de la commune de Khelil (27 km au nord-est de Bordj Bou-Arréridj), en l'occurrence Ras El Ain, El Harba et Besbassa, ont été raccordées dimanche au réseau de gaz naturel.

La mise en gaz, effectuée dans une ambiance de fête, a profité à 280 familles dans le cadre d'une opération devant



toucher, dans quelque jours, un total de 771 foyers, ont indiqué des élus de cette commune relevant de la daïra de Bir Kasdali.

Une enveloppe de 440 millions de dinars a été nécessaire pour le financement de l'opération de raccordement, effectuée dimanche dans le cadre de la commémoration du 61^e anniversaire du déclenchement de la Révolution, et qui a donné lieu à

la pose d'un réseau de 85 km de conduites, ont indiqué, de leur côté, des responsables de la Société de distribution de l'électricité et du gaz-Est (SDE).

La cérémonie était présidée par les autorités locales qui ont souligné l'impact de cette opération dans l'amélioration des conditions de vie des populations de ces localités situées sur des reliefs «montagneux et hos-

tilés» et où l'hiver est particulièrement rude.

K. L./APS

Tizi-Ouzou

Célébration du 1^{er} novembre sous le signe du développement

La célébration du 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale (1^{er} novembre 1954) dans la wilaya de Tizi-Ouzou a été placée sous le signe du développement local.

Cette date historique a été, en effet, l'occasion de la mise en service et l'inauguration, par le wali Brahim Merad, de certains projets destinés à améliorer le service public et à offrir aux citoyens un meilleur cadre de vie.

Il s'agit de la mise en service du gaz naturel au village Achalam, dans la commune d'Iffigha à plus d'une soixantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, au profit de 335 familles qui pourront désormais remettre leurs bonbonnes de gaz butane et oublier la corvée du bois.

L'arrivée du gaz dans cette région connue pour ses hivers rigoureux et enneigés est accueillie avec beaucoup de soulagement par les habitants, notamment les femmes qui n'auront plus à se préoccuper du stock de gaz butane ni à redouter les tempêtes de

neige, ont indiqué à l'APS des ménagères rencontrées sur place.

Avec les branchements réalisés pour un montant de 28 millions de dinars, tous les villages de la commune d'Iffigha sont désormais raccordés au gaz naturel, a-t-on appris sur place.

D'autres réseaux de raccordement au gaz naturel ont été également mis en service, à l'occasion de cette date anniversaire, au profit de 5 655 foyers répartis sur 23 communes dont certaines situées au cœur du Djurdjura, a-t-on appris du directeur local de la Société de distribution de gaz et d'électricité du centre (SDC).

L'arrivée du gaz naturel dans les localités du Djurdjura, une perspective qui était inimaginable il y a un peu plus d'une décennie, reflète l'effort important engagé par l'Etat pour rester fidèle aux idéaux de novembre 1954, à savoir permettre aux Algériens de vivre dans la dignité en bénéficiant de toutes les commodités nécessaires, a déclaré à l'APS le chef de l'exécutif, tout en soulignant

que c'est «la meilleure façon de rendre hommage et de poursuivre la bataille de l'édification de l'Algérie».

D'autres efforts ont été engagés au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou pour améliorer le cadre de vie de ses populations, notamment en matière d'électrification rurale, de couverture sanitaire, de réalisation de nouveaux établissements scolaires, et d'alimentation en eau potable où les efforts seront poursuivis, notamment au plan de mobilisation de la ressource, par la réalisation de retenues collinaires et de barrages.

«Le développement que nous vivons aujourd'hui nous laisse confiants et optimistes quant à l'avenir de notre pays», a ajouté M. Merad. Lors de sa visite, le wali a procédé à l'inauguration du nouveau siège de la commune d'Iffigha et d'un petit espace public au niveau de cette ville.

Dans la ville de Tizi-Ouzou, M. Merad a inauguré trois salles de sports réalisées au niveau du stade 1^{er}-Novembre pour un montant de 150 millions DA.

Kaci T.

Mascara

Attribution de 229 logements sociaux

Plus de 229 logements sociaux localisés et participatifs ont été attribués, dimanche, dans la wilaya de Mascara à leurs bénéficiaires à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

L'opération d'attribution, qui s'est déroulée en présence des autorités locales, a porté sur 150 logements sociaux participatifs

(LSP) du nouveau pôle urbain de la ville de Mascara, 65 sociaux localisés à Khalouia et 14 logements du même type dans la commune de Beniane.

L'opération de remise des clés a eu lieu au nouveau pôle urbain suscitant une immense joie chez les bénéficiaires et leurs familles.

Il est attendu l'attribution de 350 logements sociaux participa-

tifs dans la nouvelle zone urbaine de Mascara durant le premier trimestre de l'année prochaine, a-t-on souligné.

A l'occasion de la célébration de l'anniversaire du 1^{er} Novembre, un groupe scolaire a été baptisé à l'honneur de Medebou à Mascara au nom du moudjahid défunt Kouras Ahmed, la station de transport des voyageurs au nom de la moudjahida défunte

Benbekkar Balhia et le marché couvert au nom du chahid Hadjouti Abdelkader.

Une visite a été organisée à cette occasion au service de l'état civil de la commune de Mascara qui prendra en charge la délivrance de passeports et cartes d'identité nationale biométriques et des cartes grises.

Yanis G.

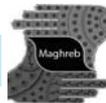
Constantine et Skikda Deux abris contenant armes et munitions détruits par l'ANP

DEUX DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont découvert et détruit, samedi à Constantine et Skikda, deux abris aménagés contenant des armes artisanales et des munitions, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, deux détachements de l'ANP, relevant respectivement des secteurs opérationnels de Constantine et de Skikda (5^e Région militaire) ont procédé, le 31 octobre 2015, à la découverte et la destruction de deux abris aménagés», a souligné la même source. Les abris contenaient «un lance-roquettes antichars, 56 bombes de confection artisanale, une grenade, des explosifs, une quantité de munitions, un groupe électrogène, des effets de couchage, des médicaments, une somme d'argent s'élevant à 238 000 DA et d'autres objets», est-il précisé.

Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam (6^e RM) «ont appréhendé seize contrebandiers et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions, 24 détecteurs de métaux et deux marteaux piqueurs», a ajouté le MDN.

R. R.



Tunisie

Abdelfattah Mourou propose une lecture historique du terrorisme

■ Le vice-président du mouvement Ennahdha, Abdelfattah Mourou, a relevé que la lutte contre le terrorisme demande un traitement économique, sociologique, psychologique et religieux. «La violence ne peut pas être combattue par la violence et la répression», a-t-il noté.

Par Mondji D.

S'exprimant lors d'une conférence politique sur l'approche de la lutte contre le terrorisme, organisée dimanche par Ennahdha, à Tunis, Mourou a mis l'accent sur le besoin d'apporter une lecture historique au terrorisme et d'en déceler les facteurs pour le traiter à la racine.

Le vice-président d'Ennahdha a ensuite proposé un aperçu historique sur le terrorisme et ses foyers, faisant observer que les

dérives sectaires ont constitué un tournant idéologique pour ceux qui appellent à l'extrémisme et la violence qu'ils justifient par le «Jihad».

Pour Mourou, les sociétés occidentales ont connu le terrorisme avant les sociétés arabes et qu'elles sont parvenues à le vaincre à la faveur d'une étude sociologique et psychologique du phénomène et un grand travail au niveau de la société civile.

Dans son intervention, l'universitaire Ahmed Labyadh a imputé la propagation du terrorisme au sentiment de frustra-

tion, de marginalisation et d'injustice dans le traitement de questions locales mais aussi régionales et internationales.

Conseil ministériel : série de mesures au profit du gouvernorat de Kasserine

Une série de mesures dans les domaines de l'infrastructure, de la santé et de l'agriculture ont été annoncées, samedi, lors d'un Conseil ministériel tenu sous la présidence du chef du gouvernement, Habib Essid.

Ces mesures seront inscrites dans le plan quinquennal 2016-2020. Parmi les projets annoncés figurent l'établissement d'une liaison entre la région de Kasserine et les villes côtières à travers le doublement de la route nationale n°13, jusqu'au port de



PH: DR

Sfax, la relance de la ligne ferroviaire entre Kasserine et Sousse et le démarrage des études préliminaires pour la création d'une zone de libre-échange à Thelepte. Il s'agit, également, de l'électrification de 56 puits à travers la région, l'aménagement de 151 km de pistes agricoles, la conversion de l'hôpital régional

en hôpital universitaire sur plusieurs étapes, la mise en place d'un pôle cardio-vasculaire et la création d'un centre de stages sportifs au Parc national de Chaambi. L'autoroute Tunis-Jelma (Sidi Bouzid) est en cours d'études et sera reliée à Kasserine, a souligné le Chef du gouvernement.

Sahara occidental

le parti espagnol Podemos réitère son soutien «indéfectible» au peuple sahraoui

Le parti espagnol Podemos a réitéré son soutien indéfectible et inconditionnel à la lutte du peuple sahraoui et sa solidarité aux réfugiés touchés par les récentes inondations, a rapporté dimanche l'agence de presse sahraouie SPS.

La porte-parole du groupe parlementaire du parti espagnol dans le Parlement régional de Canaries, M^{me} Noemi Santana Pereira, a réaffirmé vendredi la position de son parti en faveur du droit du peuple sahraoui à la liberté, lors d'une réception du représentant du Front Polisario aux Iles Canaries Hamdi Mansour. Elle a, par la même occasion, affirmé l'engagement

de son parti à œuvrer pour fournir des aides urgentes aux réfugiés sahraouis afin d'alléger leur souffrance à la suite des fortes pluies qui ont causé des dégâts matériels considérables, la perte de denrées alimentaires et leurs équipements domestiques et des destructions des centres sociaux.

M^{me} Noemi Santana a exprimé son espoir que le prochain gouvernement espagnol reverra la dette historique de l'Espagne envers les Sahraouis qui a été un fardeau aux peuples espagnols, en contribuant à trouver une solution définitive au conflit du Sahara occidental. Parallèlement, le secrétaire

d'Etat des Affaires étrangères espagnol, Ignacio Ibanez, a affirmé vendredi le soutien du gouvernement espagnol quant aux efforts des Nations unies dans la résolution «politique juste et durable» pour la liberté de l'autodétermination du peuple sahraoui.

Ajournement du procès de Saadi Kaddafi

Saadi Kaddafi, jugé pour implication présumée dans la répression sanglante de la révolte en 2011 en Libye, a comparu dimanche devant un tribunal de Tripoli qui a ajourné son procès

au 6 décembre. Quelques minutes après le début de l'audience, le président de la cour s'est concerté avec l'avocat de la défense avant de décider l'ajournement du procès au 6 décembre, selon des sources judiciaires citées par des médias.

Après son extradition du Niger, en mars 2014, Saadi Kaddafi a été poursuivi pour implication présumée dans la répression meurtrière de la révolte ayant mis fin au régime de Kaddafi en 2011.

Il est aussi accusé du meurtre, en 2005, d'un ancien entraîneur d'Al-Ittihad, club de football de Tripoli.

Halim Y.

Dix Libyens arrêtés au niveau de la barrière de sable

Trois voitures ont été interceptées, vendredi matin, par une patrouille militaire déployée dans la zone tampon de Tataouine, entre le tracé de la frontière et la barrière de sable.

Une embuscade posée par les forces de l'ordre a permis d'arrêter ces véhicules dans la localité de Merissa, à Medenine.

Selon un communiqué du ministère de la Défense, 10 Libyens étaient à bord de ces véhicules. Ils ont été déclarés «avoir l'intention de préparer un festin». Un fusil de chasse 12mm et quatre cartouches du même calibre ont été saisis au moment de l'arrestation.

Les 10 suspects ont été transférés au poste frontière de la Garde nationale de Merissa pour enquête.

M. D.

Mauritanie

La Bmci à la conquête de la diaspora mauritanienne

La Banque mauritanienne pour le commerce international (Bmci) a ouvert plusieurs produits vers la diaspora, dans le cadre d'un partenariat avec Banque of Africa (Boa) et prépare un vaste programme d'acquisition de logements destinés à cette catégorie de citoyens, a appris mercredi la PANA auprès de la Banque.

Une délégation de la Bmci qui a séjourné en France a rencontré une centaine de membres de la diaspora mauritanienne à Montreuil (banlieue parisienne) la semaine dernière. D'autres contacts avec les communautés mauritaniennes à travers le monde suivront cette mission.

Les services financiers ouverts à la diaspora par la Bmci, en partenariat avec Boa/France, permettent désor-

mais aux Mauritaniens de France d'ouvrir des comptes dans les livres de l'institution au niveau national, de faire des virements à partir de la France et de donner des mises à disposition.

«La mise à disposition est un ordre donné par le titulaire d'un compte résidant en France à un bénéficiaire se trouvant en Mauritanie, qui peut ainsi retirer des espèces auprès des guichets de la Bmci, sans être lui-même titulaire d'un compte», explique Almamy Kane, responsable des moyens de paiement et membre de la délégation qui a séjourné en France.

La Bmci est la première banque privée créée en Mauritanie en 1986. Elle dispose du plus vaste réseau d'agences du pays et entend ouvrir la totalité de ses produits et services

monétiques à la diaspora dont les transferts contribuent grandement à l'équilibre économique et social de plusieurs dizaines de milliers de foyers mauritaniens.

Le décès d'un ex-dirigeant des FLAM et homme de lettres à la Une

La presse parue en Mauritanie cette semaine a abordé divers sujets parmi lesquels le décès de Ly Jibril Hamet, poète et dramaturge, ex-dirigeant des Forces de libération africaine de Mauritanie (FLAM-mouvance nationaliste noire), détenu dans la prison-mouroir de Oualata (Est) durant des années, survenu dans la nuit du 16 au 17 octobre pendant qu'il prenait part au Canada à un congrès de PEN

International, une ONG de défense des écrivains et de la liberté d'expression.

Dans un hommage posthume fleuve, l'hebdomadaire «Biladi» du mercredi salue «l'action d'un ancien inspecteur de l'enseignement et militant des langues nationales, qui fut également un grand combattant pour la liberté».

Le même organe reproduit le témoignage inédit de Abderahmane Ould Boubacar, colonel à la retraite, qui a été le geôlier de M. Ly à la prison de Oualata vers la fin des années 1980.

Cet officier à la retraite a rendu un vibrant hommage au disparu : «Un humaniste hors pair qui a su pardonner à tous ceux qui ont brisé sa carrière, tous ceux qui l'ont arbitrairement

condamné pour un délit d'opinion à 5 ans de réclusion criminelle ; une peine assortie de travaux forcés.

Des injustices flagrantes se sont abattues sur les FLAM dont il était le premier président».

«Le Quotidien de Nouakchott» d'hier consacrait sa manchette à la disparition de «Ly Djibril Hamet, le symbole de la résilience, inhumé aujourd'hui à Loboudou», son village natal (situé dans le Brakna-Sud de la Mauritanie).

Ce journal rapporte les extraits des témoignages de plusieurs personnalités mettant en avant «la sincérité de l'engagement d'un poète, homme de lettres et dramaturge aux fortes convictions politiques».

R. M.



Cisjordanie

Un Palestinien tué après une nouvelle attaque au couteau

■ Un Palestinien a tenté de poignarder un soldat israélien hier à un point de passage entre la Cisjordanie occupée et le nord d'Israël et a été tué par des tirs de militaires, a indiqué la police israélienne.

Par Ali O.

Un deuxième Palestinien complice de l'agression a été arrêté, a ajouté la police. Le ministère palestinien de la Santé a identifié le Palestinien tué comme Ahmed Abou Rab, 16 ans, et son complice présumé comme Mahmoud Kemil, d'un âge non précisé.

Tous deux sont originaires de Qabatia, une localité au sud de Jénine, à seulement quelques kilomètres du point de passage de Jalama où s'est produite l'attaque. Un Palestinien avait déjà été tué en agressant à l'arme blanche un agent de sécurité israélien au même point de passage le 24 octobre, selon la police israélienne. La police a par ailleurs indiqué avoir arrêté cinq Palestiniens d'Hébron à Ezaria, une localité de Cisjordanie près de Jérusalem, avec un engin explosif à bord de leur voiture. L'engin était «apparemment» destiné à commettre un attentat dans le secteur d'Hébron, a dit la police.

Une seule tentative d'attentat à l'explosif, déjouée, a été rapportée par la police depuis le 1er octobre et une escalade des violences qui a suscité des interrogations sur le début d'une nouvelle intifada. La police avait intercepté le 11 octobre en Cisjordanie occupée un véhicule



Ph. > D. R.

dont la conductrice palestinienne avait crié «Dieu est le plus grand», quand une bombe avait explosé dans la voiture. Un policier avait été légèrement blessé, la conductrice grièvement.

Selon les Affaires étrangères israéliennes, le dernier attentat à la bombe remonte au 21 novembre 2012 à Tel Aviv.

Les attentats suicide de Palestiniens avaient semé l'effroi au cours de la deuxième Intifada

(2000-2005). Le couteau et les armes blanches sont avec les pierres lancées contre les soldats israéliens les armes palestiniennes de la confrontation actuelle. Depuis le 1^{er} octobre, les heurts, les agressions mutuelles entre Palestiniens et colons et les

attentats anti-israéliens ont fait 69 morts parmi les Palestiniens, dont un Arabe Israélien, et neuf parmi les Israéliens. La moitié des Palestiniens tués l'ont été en commettant ou tentant de commettre des attentats. Les attaques ont débuté dans la

Vieille ville de Jérusalem, où se trouve la très sensible esplanade des Mosquées, mais la tension s'est déplacée ces derniers jours vers le secteur d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie.

À Abou Dis, en Cisjordanie à la sortie de Jérusalem, les étudiants de l'université Al-Quds se sont relayés avec une masse pour percer des trous dans le mur de sécurité israélien qui coupe Jérusalem d'Abou Dis. Les soldats israéliens ont laissé faire, a constaté une journaliste de l'AFP.

Répondant à l'appel de tous les syndicats de l'université liés aux différents partis, un cortège de manifestants est descendu de l'université vers le mur et a scandé «unité nationale». «On est là pour les martyrs de notre université», a dit à l'AFP le coordinateur de la Ligue islamique, liée au Jihad islamique, auquel appartenait Mohannad Halabi, 19 ans, étudiant à Al-Quds.

Halabi avait mortellement poignardé deux juifs dans la Vieille ville de Jérusalem avant d'être abattu le 3 octobre, dans la première attaque au couteau de la série en cours. A. O.

Turquie

Erdogan de nouveau seul aux commandes après son triomphe électoral

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, se préparait à former un gouvernement entièrement à sa main après la victoire écrasante de son parti aux législatives, saluée hier par des marchés financiers en quête de stabilité mais redoutée par l'opposition. Contre tous les pronostics, son Parti de la justice et du développement (AKP, islamoc-conservateur) s'est largement imposé en raflant 49,4% des suffrages et une majorité absolue de 316 des 550 sièges du Parlement, selon les résultats définitifs rendus publics dans la nuit par les chaînes d'information locales. Cinq mois à peine après le revers retentissant concédé lors du scrutin du 7 juin, ce succès constitue une revanche éclatante pour M. Erdogan, dont le règne sans partage sur le pays depuis treize ans suscite de plus en plus d'inquiétudes.

Symboliquement, l'homme fort du pays a célébré son succès hier matin par une prière à la mosquée d'Eyup, comme le faisaient les nouveaux sultans de l'Empire ottoman.

«La volonté de la nation s'est exprimée en faveur de la stabilité (...) j'ai toujours dit une nation, un drapeau, un pays, un État», s'est-il réjoui à l'issue de sa visite.

Sûr de lui, le chef de l'État s'est également permis de sermonner ses critiques, notamment ceux de la presse internationale, en les pressant de respecter le verdict des urnes. «Mais je n'ai pas constaté (chez eux) une telle maturité», a griffé

M. Erdogan. Son succès dimanche a été unanimement accueilli comme l'expression du désir de stabilité des électeurs turcs, dans un pays confronté depuis la fin de l'été à la reprise du conflit kurde et à la menace jihadiste, après l'attentat-suicide qui a fait 102 morts devant la gare centrale d'Ankara il y a trois semaines.

Pendant toute la campagne, le président et son Premier ministre, Ahmet Davutoglu, se sont posés en seuls garants de la sécurité et de l'unité du pays, agitant le spectre du «chaos» en cas d'absence de majorité absolue d'un seul parti. Ces élections «ont montré le succès de la stratégie d'Erdogan, qui a retenté sa chance dans les urnes, pris des risques pour le pays et fait passer sa priorité de l'économie à la sécurité», a résumé hier l'éditorialiste Murat Yetkin dans les colonnes du quotidien de langue anglaise *Hürriyet Daily News*.

Sans surprise, les investisseurs se sont réjouis hier matin du retour annoncé au «gouvernement d'un seul parti» à la tête du pays.

La bourse d'Istanbul a ouvert sa séance sur une hausse de plus de 5%, alors que la livre turque, qui avait perdu plus de 20% de sa valeur depuis le début de l'année, a enregistré un sursaut de plus de 4% face au dollar et l'euro.

«Ce scrutin va mettre un terme à la période de transition qui régnait en Turquie et devrait permettre un renforcement de l'éco-

nomie du pays», a pronostiqué l'analyste Valeria Bednarik, de la firme FXstreet.

Les dirigeants du parti au pouvoir ont tous appelé depuis dimanche soir à l'unité du pays. «Il n'y a pas de perdants dans ce scrutin, la Turquie entière a gagné», a assuré M. Davutoglu lors de son discours de «victoire». «Les droits des 78 millions d'habitants sont sous notre protection», a-t-il promis. Mais l'opposition s'est inquiétée de ce retour en force de M. Erdogan, régulièrement épinglé pour ses dérives autoritaires. «C'est la victoire de la peur», a titré hier le quotidien *Cumhuriyet*, fer de lance de la critique du régime turc. «Personne ne doit se considérer au-dessus des lois», a mis en garde dès dimanche soir le chef du parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), Kemal Kılıçdaroglu, appelant le pouvoir à «respecter la suprématie du droit».

Quatre jours à peine avant le scrutin, le raid spectaculaire lancé par la police, en direct devant les caméras pour prendre le contrôle de deux chaînes de télévision proches de l'opposition à Istanbul a suscité l'indignation dans le monde entier.

«Il est fort probable que la Turquie ne devienne maintenant encore plus autoritaire en terme de liberté de la presse et de respect du droit», a estimé Natalie Martin, spécialiste de la Turquie à l'université Trent de Nottingham (Grande-Bretagne).



Points chauds

Financement

Par Fouzia Mahmoudi

Si les Républicains français ont mis des mois à s'accorder ne serait-ce que sur la tenue d'une élection primaire pour la droite et la gauche devant désigner le seul et officiel candidat représentant les deux mouvances aujourd'hui, les détails dus à l'organisation du scrutin sont propices à de nouvelles querelles. Et l'une des questions soulevant le plus de protestations a trait à l'argent. Car sans indépendance financière, l'organisation de la primaire de 2016 risque fort d'être soumise au bon vouloir du dirigeant du parti. «Il pourrait rechigner à la dépense en disant que Les Républicains sont déjà très endettés», susurre, alarmiste, un juppéiste. «Il pourrait aussi échelonner les versements de façon à retarder les dépenses et ainsi enrayer la machine», suggère un autre. «Nicolas Sarkozy a prouvé qu'il ne ferait rien qui mettrait des bâtons dans les roues de cette élection !», hurle l'un de ses proches. «Nous plaçons pour que la haute autorité ait les moyens juridiques et financiers de son indépendance», conclut Gilles Boyer, directeur de campagne d'Alain Juppé. La question du financement de la primaire est le débat de la quinzaine qui vient. Pour satisfaire les différents compétiteurs, un microparti devrait voir le jour «avant la fin de l'année», nuance l'organisateur en chef de la primaire, Thierry Solère. Financé par ? C'est la question qui pour l'heure reste en suspens. Un prêt bancaire a d'abord été envisagé, mais Daniel Fasquelle, trésorier du mouvement, s'est pressé d'assurer que 5 millions d'euros étaient réservés dans les caisses de la Rue de Vaugirard pour le scrutin de 2016. «Merci beaucoup, c'est formidable, c'est le triumvirat qui l'avait budgété», rappelle avec ironie Boyer. Et cette promesse semble loin de rassurer ceux qui craignent une entourage sarkozyste. «On devrait faire un emprunt aux banques, cela nous permettrait de nous sortir complètement des griffes du parti», insistent les puristes. «Comment cet argent passe du parti au microparti ? s'interroge de son côté Boyer. Ça nous va si cet argent est libéré immédiatement». Toutefois, les instances des Républicains devront prêter une attention toute particulière aux questions d'argent pour éviter de se retrouver dans quelques années avec un nouveau scandale tel que Bygmalion, qui est lui, directement lié à la campagne présidentielle de 2012. Sarkozy surtout devrait essayer de se distancer autant qu'il peut des détails liés aux financements s'il ne veut pas se retrouver une fois encore au centre de polémiques pointant ses dépenses excessives. F. M.



Le chanteur Idir prépare un nouvel album pour le 20 avril 2016

Plusieurs chanteurs étrangers participeront, dont Charles Aznavour

■ Idir ne compte pas se produire en Algérie dans l'immédiat, expliquant qu'il reste attaché à son principe de voir la consécration de tamazight comme langue officielle pour le parachèvement de la reconnaissance de l'identité amazighe dans notre pays. Il a rappelé qu'il n'a pas chanté en Algérie depuis 1970.

Par Hamid Messir

Le chanteur kabyle Idir a annoncé, dimanche soir, la sortie d'un nouvel album pour le 20 avril 2016. Parmi les chansons qui constitueront l'album, *La Bohème* traduite en kabyle et chantée en duo avec son auteur Charles Aznavour sur insistance de ce dernier, a tenu à préciser le chanteur qui s'exprimait sur les ondes de la radio Tizi Ouzou à l'occasion d'une émission spéciale animée par Arezki Azouz.

La participation d'Aznavour au nouvel album d'Idir sera dans l'ordre des priorités, a-t-il expliqué, précisant que l'auteur de *La Bohème* tient à y participer malgré le poids de ses 92 ans. Il faut citer également la chanteuse et compositrice irlandaise Sinéad



Marie-Bernadette O'Connor, les chanteurs français Maxime le Forestier, Bernard Lavilliers et Patrick Bruel. Dans l'album en projet, un hommage à titre post-

hume est rendu au chanteur et humoriste français Henri Salvador.

Idir ne compte pas se produire en Algérie dans l'immédiat,

expliquant qu'il reste attaché à son principe de voir la consécration de tamazight comme langue officielle pour le parachèvement de la reconnaissance de l'identi-

té amazighe dans notre pays. Il a rappelé qu'il n'a pas chanté en Algérie depuis 1970.

Interrogé sur la portée de l'hommage que s'appête à lui rendre la population de sa région natale, Ath Yenni, jeudi et vendredi prochains, Idir s'est dit très honoré surtout quand cela vient des habitants de son village. Pour lui il est important qu'un tel geste vienne des siens. Il est à noter que durant plus de trois heures d'émission, le chanteur kabyle Idir est longuement revenu sur son parcours artistique, notamment ses albums avec des interprétations de plusieurs chansons tubes. Il a également saisi l'occasion pour rendre hommage à plusieurs figures de la culture kabyle.

H. M.

Clôture du festival international du Malouf

Les mélomanes constantinois vivent des moments de grâce

La soirée de clôture du 9^e Festival international du Malouf de Constantine a offert au public mélomane, samedi soir, de purs moments de grâce et d'émotion dans une belle alchimie de musique savante.

Durant plus de trois heures les artistes égyptien Mohamed El Helou, syrien Badr Rami et les musiciens de l'orchestre régional de musique andalouse ont ébloui leur auditoire au cours d'une soirée mémorable placée sous le signe de l'enrichissement culturel.

Mohamed El Helou a ouvert le bal, tout en élégance, en interprétant *Aïd El Karama* de la regrettée Warda pour, a-t-il déclaré, fêter avec l'Algérie le 61^e anniversaire du déclenchement de la Révolution. Une attention touchante accueillie par une salve d'applaudissements.

Le chanteur égyptien enchaîné avec *Ya habibi kan zameri*, *Al Araf* et autant de qacidas du patrimoine arabe, dans un style

soigné et raffiné qui a littéralement envoûté l'assistance.

En guise de clin d'œil à son ami de classe à l'Institut de musique, le compositeur algérien Noubli Fadel, El Helou, à la voix très puissante, entonne *«Dounia»*, un morceau suivi par la plus grande attention par un public ravi de retrouver, encore une fois, la star égyptienne.

Accompagné par un orchestre composé de musiciens égyptiens, marocains et algériens, sous la baguette du maestro marocain Nabil Aghrib, le chanteur interprète également *«Fiyachiya»*, l'œuvre du grand poète soufi mystique Sidi Bahoul Cherkhi. Un moment fort où l'assistance, à l'unisson, a accompagné le chanteur sous des youyous stridents.

Le Syrien Badr Rami a pris le relais pour faire partager avec le nombreux public sa passion des *«Koudoud»* d'Alep (chants d'Alep), des mouachahate et de la musique arabe authentique.

Le ténor, qui se produisait pour la première fois en Algérie, a su capter l'attention dès la première qacida qui l'a vu entonner *«Man li Saki»*, *«Ma li aini absarite»*, donnant sur scène le meilleur de lui-même avec ferveur et subtilité.

Le contact bien établi avec son public, Badr passe des mouachahates aux qacidas, chantant *«Ya chadi al alhan»*, *«Ma'lik ya hiloua»*, *«Ya tira tiri»* et beaucoup d'autres merveilles de la musique arabe, accompagné par un orchestre doté de la maîtrise a subjugué le public.

La deuxième partie de cette soirée chargée d'émotion et de belles notes musicales a été animée par l'orchestre régional de musique andalouse, sous la houlette de Nasser Meghouache.

Composé de vingt-deux musiciens, l'orchestre a présenté *«Une première»* en Algérie la noubba Gharnatia, subtilement exécutée dans une harmonie

des mélodies incitant à la rêverie.

Tour à tour, les chanteurs Adel Meghouache, Malek Cheloug, Hocine Meghrarouche et Amine Chanti ont charmé l'ouïe et capté la sensibilité à travers le verbe raffiné et une interprétation majestueuse dégageant beaucoup de magie, tout en symbiose.

Inscrit dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», ce festival, ouvert samedi passé sous le slogan «Le malouf, héritage des générations», a vu défiler dans l'antique Cirta des artistes qui ont fait découvrir d'autres sonorités andalouses.

Huit belles soirées durant, le public du théâtre régional de Constantine, très nombreux à chaque soir, a pu voyager aux quatre coins du monde, sur les traces de la musique savante, un art qui rapproche les peuples.

Le public qui a admiré les

«grosses pointures» qui se sont produites pour la première fois en Algérie, a accueilli avec chaleur et convivialité des *«habités»* du festival et applaudi les jeunes talents constantinois qui ont donné une note de fraîcheur aux soirées de cette édition.

Le commissaire du festival, Djamel Foughali, a estimé que cette édition du Festival international du Malouf a été, *«encore une fois, fidèle à son objectif»*, celui de *«pérenniser et préserver un patrimoine musical universel»*.

Ghani T.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Plais des expositions Safex Jusqu'au 7 novembre :
Salon international du livre d'Alger.

Galerie Ezzouar art Jusqu'au 12 novembre :
Exposition de l'atelier Soupçon d'art, intitulée «La céramique autrement». Cet atelier est animé par Rachida et Samia Merzoug et le plasticien Karim Sengoua.

Galerie d'art Dar El-Kenz Jusqu'au 14 novembre :
Quinzième Salon d'automne du petit format, avec la participation d'une vingtaine d'artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Myriem Aït El-Hara, Moncef Guita, Noureddine Chegrane, Mohamed Massen, Hellal Zoubir et Moussa Bourdine.

Galerie d'art Sirius Jusqu'au 5 novembre :
«Exposition d'automne» de l'artiste Moussa Bourdine.

R. C.

Box-office nord-américain

«Seul sur Mars» occupe la tête

Le film *«Seul sur Mars»* occupe toujours la tête du box-office nord-américain après cinq semaines à l'affiche, selon les chiffres provisoires publiés dimanche par la société Exhibitor Relations.

Le dernier film de Ridley Scott, inspiré du livre de science-fiction d'Andy Weir, qui narre l'histoire d'un botaniste laissé pour mort sur Mars forcé de recourir à son ingéniosité pour survivre, a récolté 11,4 millions

de dollars dans 3 200 salles aux Etats-Unis et au Canada ce week-end.

Cela porte ses recettes totales à 182,8 millions en cinq semaines à l'écran.

Le film américain *«Chair de poule»*, qui, lui, avait brièvement ravi la place lors de sa sortie à la mi-octobre, reste en deuxième position, avec 10,2 millions de recettes engrangées dans 3 600 salles, portant le total à 57,1 millions en trois semaines à l'écran.

«Le Pont des espions», film de Steven Spielberg avec Tom Hanks, reste à la troisième place pour la troisième semaine consécutive.

Le film, à l'affiche de 2 870 salles, a rapporté 8,1 millions et 45,2 millions au total depuis sa sortie.

Les vampires déjantés du film d'animation *«Hôtel Transylvanie 2»* montent, eux, à la quatrième place avec 5,8 millions de dollars pour leur sixième semaine sur

les écrans de 2 962 salles, et 156 millions au total.

Une nouveauté s'empare de la cinquième place : *«Burnt»*, avec l'acteur Bradley Cooper dans le rôle d'un célèbre chef qui a connu la gloire trop tôt et tente, après une descente dans les bas-fonds, de retrouver le sommet de la gastronomie. Le film a récolté 5,04 millions de dollars depuis sa sortie vendredi dans 3 000 salles.

Coup-franc direct

Le MCO et la mascarade

Par Mahfoud M.



Le MC Oran est, semble-t-il, devenu un spécialiste de la mascarade et des situations inédites. Ainsi, après l'affaire des deux présidents, Djebbari d'un côté et feu Limam de l'autre, voilà que cette même situation se reproduit mais avec deux entraîneurs. En effet, la reprise des entraînements s'est faite par le coach français, Jean Michel Cavalli, alors que ce dernier avait pourtant été limogé par les dirigeants sans pour autant qu'on le lui signifie par écrit. La direction a entre-temps engagé des discussions avec Benchadli et s'est même entendue avec lui pour prendre en main l'équipe. Comment donc cette direction fait appel à un autre coach sans mettre fin par écrit aux fonctions de l'ancien technicien français ? En fait, ces dirigeants pensent que ce dernier partira tout seul et qu'ils n'auront pas à le dédommager, ce qui démontre leur cupidité et leur ignorance. Pourtant, ils devraient corriger les erreurs du passé et ne pas les refaire mais il semble qu'ils ont beaucoup à apprendre encore et revoir leur manière de gérer un grand club comme le MCO qui ne mérite pas des ignorants à sa tête.

M. M.

Club Africain

Belkaroui sera entendu en conseil de discipline

LE DÉFENSEUR international algérien du Club Africain (Ligue tunisienne de football), Hicham Belkaroui, expulsé samedi lors du match en championnat face à l'ES Zarzis (défaite 1-0), sera traduit devant le conseil de discipline, rapporte dimanche la presse locale. Belkaroui s'est fait expulsé après son geste «anti-sportif» sans ballon qui lui a valu le carton rouge juste avant la mi-temps. Selon la même source, le défenseur algérien est passible d'une «lourde» sanction de la part de la Ligue tunisienne de football qui pourrait atteindre quatre matchs de suspension, selon les règlements en vigueur. Au terme de

cette défaite, le Club Africain, tenant du titre, occupe provisoirement la 12^e place au classement avec 6 points. Belkaroui (25 ans) a été convoqué pour les deux derniers matchs amicaux de l'équipe nationale disputés en octobre dernier à Alger face à la Guinée (défaite 2-1) et le Sénégal (victoire 1-0). L'ancien joueur de l'USM Harrach (Ligue 1/Algérie) figure dans une liste élargie de 32 joueurs dévoilée par le sélectionneur national Christian Gourcuff en prévision de la double confrontation contre la Tanzanie (14, 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

Boxe

Mohamed Benguesmia suspendu par la FAB

MOHAMED BENGUESMIA, président de la section boxe du GS Pétrolier, a été suspendu par la Fédération algérienne de boxe (FAB), suite à ses récentes déclarations «portant atteinte à la stabilité de l'instance fédérale», a-t-on appris auprès du porte-parole, Fazil Ferhat. Cette décision a été prise à l'issue de la réunion du bureau fédéral de la FAB, sous la présidence de Nabil Sadi et en présence des membres de l'instance fédérale. «Mohamed Benguesmia a porté atteinte à la discipline avec sa récente déclaration sur une chaîne privée nationale, critiquant à

tort et à travers la gestion de la fédération et les résultats obtenus par nos boxeurs», a précisé le porte-parole de la FAB. Les membres du bureau fédéral ont décidé également d'ester en justice Mohamed Benguesmia pour diffamation, ajoute la même source. Champion d'Afrique amateur des mi-lourds en 1994, Mohamed Benguesmia passe professionnel en 1997 pour remporter le titre de champion du monde WBB (2003-2005) des poids lourds-légers. Son palmarès est de 40 victoires, dont 33 avant la limite, contre 3 défaites et 1 match nul.

Championnat d'Afrique (handi-basket)/messieurs
L'Algérie bat l'Egypte

LA SÉLECTION algérienne masculine de basketball sur fauteuil roulant a battu l'Egypte 67 à 58 (14-14), (14-14), (19-20) et (20-10) dimanche soir à la salle de Staoueli, pour le compte de la 2^e journée du championnat d'Afrique des nations de handi-basket (messieurs et dames) qui se déroule à Alger (31 octobre-7 novembre). C'est le second succès pour les Verts après celui décroché samedi face à l'Afrique du Sud 64 à 57 (11-15), (7-14), (25-18) et (21-10), samedi.

«Ce match face aux Egyptiens a été palpitant de bout en bout. Après une entame de rencontre difficile, mes joueurs ont quand même gardé leur concentration pour gagner. Demain on aura une autre mission compliquée devant des Marocains plus frais car ils n'ont joué qu'un seul match depuis le début du tournoi», a déclaré le sélectionneur algérien,

Lahcene Tagmi. Dans les autres rencontres de la journée, le Maroc s'est imposé devant le Nigeria (59-52), alors que l'Afrique du Sud a largement dominé la Libye 103 à 28. L'Algérie affronte le Maroc lundi, puis le Nigeria mardi, avant de clôturer la phase de poule face la Libye mercredi. Tous les matchs de l'équipe algérienne débuteront à 19h00. Six sélections masculines et quatre féminines représentant six pays se disputeront à Alger les deux billets qualificatifs pour les jeux Paralympiques 2016 de Rio. Le championnat d'Afrique des nations handi-basket se déroule en poule unique pour dégager les qualifiés en demi-finales, chez les dames comme chez les messieurs. Les demi-finales sont prévues le 6 novembre, alors que les finales masculine et féminine ont été programmées pour le samedi 7 novembre.

Supercoupe d'Algérie

L'ES Sétif accroche un nouveau trophée

■ L'Entente de Sétif a encore une fois étoffé son palmarès en remportant dimanche après-midi au stade Hamlaoui de Constantine la première Supercoupe d'Algérie de son histoire, en venant difficilement à bout du MO Béjaïa sur le score étriqué de 1 à 0.

Par Mahfoud M.

La rencontre jouée devant des gradins remplis aux trois quarts seulement n'a finalement valu que par son indécision, les 22 acteurs ayant offert aux spectateurs et aux téléspectateurs un match plutôt terne. Les Sétifiens qui ont pourtant choisi de prendre le jeu à leur compte, ont brillé par leur imprécision et leur propension à user de longs ballons, inexploités par Benyettou, bien trop esseulé aux avant-postes. En face, les hommes de Amrani, un peu plus appliqués, ne réagissent que par à-coups et n'arrivent pas à mettre en danger l'arrière-garde de l'ESS. Il a fallu attendre la 32^e pour assister à la première occasion de la rencontre, sur balle arrêtée, mais le milieu de terrain Dagoulou ne parvient pas cadrer son heading et «vendange» le corner très bien botté par Lamri depuis le côté gauche. Le joueur centrafricain pourra néanmoins se consoler en voyant l'avant-centre béjaoui Hamzaoui l'imiter en mettant une tête au-dessus de la cage sur un coup-franc distillé du côté droit par Zerdab. Dans le jeu, ce n'est qu'à la 44^e que l'Entente se procurera sa première occasion grâce au latéral gauche Hachi qui verra, malheureusement pour son équipe, sa formidable chevauchée et son centre en retrait seront mal exploités par le malgache Amada. Juste avant



Les Sétifiens ajoutent un autre titre

les «citrons», Haddouche (plutôt discret) réussit un crochet à l'angle de la surface de réparation et tente un tir croisé du pied gauche qui ne trouvera que le petit-filet. La seconde mi-temps fut un peu plus intéressante à suivre, les joueurs des deux équipes, sans doute sermonnés par les deux coaches, se montrant un peu plus appliqués, même si les «Crabes» préfèrent attendre pour jouer le contre. Et c'est précisément sur un contre que Hamzaoui, dans la surface de vérité, prenant de vitesse Benlamri qui fait faute et provoque un penalty. Chargé de transformer le coup de pied de réparation, Zerdab, au grand désappointement des supporters béjaouis, voit son tir heurter le haut de la transversale avant

de sortir. C'est le moment choisi par Kheireddine Madoui pour faire entrer le virevoltant Belameïri et l'expérimenté Ziaya, histoire de donner un peu plus de tonus à l'attaque et d'épauler Benyettou. Coaching gagnant puisque c'est Belameïri, à partir d'une touche obtenue par Ziaya, qui finira par trouver la faille à la 84^e. Embusqué dans les 16 m, l'ailier de poche sétifien fait bon usage d'un centre de Lamri en réussissant un joli contrôle avant de crocheter et de mettre une frappe du gauche hors de portée du gardien Rahmani, irréprochable pendant tout le match. Un but qui vaut son pesant d'or puisqu'il permet à l'équipe d'Ain Fouara de remporter le seul trophée qui manquait à son riche palmarès.

M. M.

CS Constantine
Cavalli contacté

L'entraîneur Jean-Michel Cavalli a été sollicité par la direction du CS Constantine (Ligue 1 algérienne de football) pour succéder à son compatriote Hubert Velud, limogé, a appris l'APS dimanche auprès de la direction du club. Dénis de ses fonctions d'entraîneur du MC Oran, Cavalli aurait donné son accord de principe pour prendre en main l'équipe constantinoise,

précise la même source. Le CSC était sur le point de conclure avec l'entraîneur algérien Nacer Sendjak (Noisy-le-Sec/France), avant que ce dernier ne décide de changer d'avis à la dernière minute. Le CSC a mis fin aux fonctions de l'entraîneur Hubert Velud suite au revers concédé sur le terrain de la JS Saoura (4-1), pour le compte de la 8^e journée. L'équipe reste sur une lour-

de défaite concédée vendredi dernier à Oran face à l'ASM Oran (4-0) dans le cadre de la 10^e journée. La direction a confié l'intérim à l'entraîneur-adjoint Mounir Zeghdoud qui a dirigé deux matchs (1-1 face à l'USM Blida à Constantine et 4-0 face à l'ASMO). Le CSC pointe à la 12^e place du classement de Ligue 1 avec 11 points, à une longueur du premier reléguable l'ASM Oran.

ES Sahel

Retour réussi à la compétition pour Bounedjah

L'attaquant international algérien de l'ES Sahel, Baghdad Bounedjah, qui a purgé une suspension de quatre matchs avec son club, a réussi son retour dimanche en contribuant à la victoire décrochée à domicile face au CA Bizertin (2-1), dans le cadre de la 6^e journée du championnat tunisien de football. Menée dès la 16^e minute du jeu, l'ES Sahel est parvenue à remettre les pendules à l'heure grâce à un penalty transformé par Bounedjah (25), avant que l'heb Msakni ne double la mise en seconde période (57). Il s'agit du premier but en championnat pour le natif d'Oran, qui a terminé à la deuxième place au classement des buteurs la saison dernière avec 11 réalisations der-

rière le Tunisien Sabeur Khlifa du Club Africain (15 buts). A l'issue de cette victoire, l'ESS remonte à la 3^e place au classement avec 12 points, mais avec un match en moins à jouer face au Club Africain. Le leader le CS Sfaxien est allé s'imposer sur le terrain de l'EO Sidi Bouzid (1-0) et conforte du coup sa position en tête avec 18 points. L'ancien joueur de l'USM Harrach (Ligue 1/Algérie) figure dans une liste élargie de 32 joueurs dévoilée par le sélectionneur national Christian Gourcuff, en prévision de la double confrontation contre la Tanzanie (14, 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Constantine et Bordj Bou-Arréridj

Découvertes de 5 casemates contenant 4 canons et 8 bombes

DEUX DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont découvert et détruit, dimanche à Constantine et Bordj Bou-Arréridj, cinq casemates aménagées contenant des canons de confection artisanale et des bombes, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, deux détachements de l'Armée nationale populaire relevant respectivement des secteurs opérationnels de Constantine et de Bordj Bou-Arréridj (5^e Région militaire) ont découvert et détruit, le 1^{er} novembre 2015, cinq casemates aménagées contenant quatre

canons de confection artisanale, huit bombes, une paire de jumelles, des outils de soudure, des pièces d'identité falsifiées, des médicaments et d'autres objets», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et d'In Guezam (6^e Région militaire) «ont appréhendé trente-trois contrebandiers et saisi un camion, un véhicule tout-terrain, sept détecteurs de métaux et des téléphones portables», ajoute le MDN.

Yanis H.

Transfert

Mahrez intéresse le PSG et Manchester United

LE MILIEU offensif international algérien de Leicester City, Riyad Mahrez, intéresse le Paris Saint-Germain et Manchester United dans la perspective d'un recrutement au prochain mercato d'hiver, a rapporté hier le magazine France football.

«Le profil de Mahrez», auteur de 7 buts et 5 passes décisives en 11 journées de Premier League anglaise de football «est très apprécié par le Paris Saint-Germain et Manchester United qui souhaitent s'attacher ses services dès cet hiver», a détaillé le média français.

L'ancien joueur du Havre (24 ans) a rejoint Leicester City en 2014, où il a signé pour cinq ans, soit jusqu'en 2019.

«A son arrivée à Leicester City, Mahrez ne coûtait que 400 000 euros, mais aujourd'hui, il faudra ajouter plusieurs zéros à ce chiffre pour espérer s'attacher ses services», estime France Football.

Le jeune international algérien reste sur un doublé, en déplacement chez West Bromwich (3-2) pour le compte de la 11^e journée du championnat d'Angleterre, portant son capital personnel à 7 buts. Une performance qui le place à la 2^e place au classement des meilleurs buteurs de la Premier League en compagnie d'Ighalo (Watford).

La première place est occupée par son coéquipier Vardy, auteur de 11 buts en autant de rencontres.

Grâce à son succès en déplacement, Leicester City de Claudio Ranieri remonte à la 3^e place au classement avec 22 points à trois longueurs des co-leaders Manchester City et



Arsenal. Mahrez figure sur la liste élargie retenue par le sélectionneur de l'équipe d'Algérie, Christian Gourcuff, en prévision de la double confrontation contre la Tanzanie (14 - 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

Racim S.

Le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais :

«L'enquête se poursuit pour l'arrestation de tous les membres de la bande»

LE PROCUREUR de la république près le tribunal de Bir Mourad Rais a affirmé, hier à Alger, que l'enquête se poursuivait pour l'arrestation de tous les membres de la bande impliqués dans l'enlèvement du petit Amine Yarichene, retrouvé hier matin par les éléments de la Gendarmerie nationale.

«L'enquête se poursuit toujours pour l'arrestation de tous les membres de la bande criminelle impliquée dans ce crime et

qui réclamait une rançon à la famille de l'enfant contre sa libération», a indiqué le procureur de la République dans un communiqué.

La même source a rappelé que l'enfant Amine Yarichene, enlevé le 21 octobre dernier près de son domicile sis à la cité 11-Décembre à Dely Brahim (Alger) a été retrouvé hier à six heures du matin.

L'enfant a été retrouvé à El Mohammadia, à El-Harrach,

taires sur les réseaux sociaux ont fait preuve de compassion et de solidarité avec les membres de la famille. Des photos de l'enfant Amine ont été placardées dans des arrêts de bus et une manifestation a été organisée pour dénoncer le fléau du rapt d'enfants. L'affaire du petit Amine a même interpellé le ministre de la Justice, Tayeb Louh, après sa prise de parole à l'Assemblée populaire nationale. Il a par ailleurs affirmé jeudi dernier que «l'enquête préliminaire concernant l'enlèvement de l'enfant Amine Yarichene, âgé de 8 ans, connaît une avancée», précisant que «les investigations menées par la police judiciaire se poursuivent toujours». «L'enquête préliminaire concernant l'affaire de l'enfant Amine se poursuit et tous les moyens scientifiques sont déployés à cet effet pour parvenir à la vérité», avait indiqué Louh à l'issue de sa visite à l'Institut national de la criminalistique et de la criminologie de la Gendarmerie nationale (INCCGN). Il a ajouté qu'une enquête préliminaire a été ouverte par les services compétents de la



Gendarmerie nationale dès l'annonce de la disparition de l'enfant, précisant qu'aucune autre déclaration ne peut être faite avant le retour de l'enfant sain et sauf. Quant au premier responsable du corps sécuritaire policier, son directeur général le général-major Abdelghani Hamel a assuré, jeudi à Oran, qu'il n'existe pas de phénomène de kidnapping d'enfants. Il a précisé que les affaires qui ont été traitées ne signifient pas que le fléau est ancré. Pourtant, plusieurs enlèvements d'enfants et d'autres tentatives ont été enregistrés par les forces de la sécurité nationale. Le même responsable avait à cet effet déclaré que des mesures ont été prises dans le cadre de la prévention contre toute atteinte aux enfants. Aujourd'hui, les médias dans ces cas de rapt jouent un rôle primordial afin d'aider les parents à retrouver leurs enfants. Les parents utilisent aussi les réseaux sociaux, à l'exemple de Facebook où plusieurs internautes peuvent participer à partager des photos dans le but d'augmenter les chances de retrouver le disparu.

APS

M. M.

LES ENQUETEURS CHERCHENT À ÉTABLIR LES CAUSES DU CRASH DE L'AVION RUSSE L'UNE DES BOITES NOIRES RETROUVÉE



Djalou@hotmail.com

Enlèvement d'enfant

Amine Yarichene finalement retrouvé

■ L'enfant Amine Yarichene a finalement été retrouvé hier par des éléments de la Gendarmerie nationale aux environs d'El Harrach, à Alger. Une fin heureuse après plusieurs jours de rapt.

Par Mohamed Mabkhout